



Extract of FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/Grande-pauvrete-30-ans-de-lutte.html>

1e CESE

Grande pauvreté : 30 ans de lutte

- Institut de recherche et publication FSU et CESE - CESE : conseil économique social et environnemental -

Publication date: mercredi 15 mars 2017

Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

<http://www.fsu-cese.fr/grande-pauvrete-30-ans-de-lutte/>

Grande pauvreté : 30 ans de lutte

Il y a trente ans le Conseil Économique et Social adoptait l'avis « Grande pauvreté, précarité économique et sociale » dont le rapporteur était Joseph Wresisnki, fondateur d'ATD Quart Monde. Cet avis a marqué l'histoire du CESE et a constitué une étape décisive dans la lutte contre la pauvreté. Une séance exceptionnelle a été consacrée le 14 février dernier à l'anniversaire de cet avis en présence du Président de la République : l'occasion de rappeler le rôle du CESE mais aussi de remettre l'accent sur cette lutte indispensable.

L'avis rapporté par Joseph Wresisnki a constitué en 1987 le premier texte produit par une assemblée de la République mettant en lumière la problématique de la grande pauvreté et de la grande précarité comme phénomène à traiter en soi parce qu'il remet en cause l'effectivité des droits fondamentaux pour ceux qui en sont victimes. Mais au delà de l'analyse il proposait un plan d'ensemble pour en traiter : deux mesures emblématiques en sont sorties que personne n'avait envisagées auparavant : le RMI en 1988, désormais remplacé par le RSA, puis plus tard la CMU.

La séance du 14 janvier a été l'occasion pour le CESE de se revendiquer de cet héritage et d'afficher sa volonté de le prolonger.

Discours, témoignages, tables rondes se sont succédé. Au delà de l'auto célébration ils ont permis de rappeler l'histoire mais aussi de donner un nouveau coup de projecteur sur la réalité de cette pauvreté toujours présente et de montrer la nécessité d'une politique globale, rompant avec les dogmes du néo libéralisme, pour la faire reculer.

Toute une partie de la séance a été consacrée à l'histoire de l'élaboration de cet avis, une histoire significative de la façon dont le conseil travaille et construit des consensus : ainsi Gérard Alezard, ancien vice président du CESE au titre de la CGT a rappelé comment la CGT, qui avait au départ de fortes divergences avec la démarche proposée, a pu participer au débat, faire évoluer le texte et au final s'abstenir. De son côté Didier Robert, ancien conseiller et collaborateur de J Wresisnki a raconté comment une rencontre entre le rapporteur et le président du CNPF de l'époque, Yvon Chotard, avait permis de s'accorder sur une démarche, l'expérimentation, et ainsi surmonter le blocage du patronat.

Les interventions diverses, et entre autres le discours du Président de la République, ont eu le mérite de montrer combien la grande pauvreté ne se limite pas au manque d'argent mais touche tous les aspects de la vie, mal logement, dégradation de la santé, malnutrition,... avec pour conséquence une mise à l'écart, voire une stigmatisation, qui empêche un accès effectif aux droits fondamentaux, à commencer par le droit à l'éducation. Et les exemples en ont été multiples, depuis Julien Lauprêtre, président du Secours Populaire, confirmant qu'un enfant sur trois ne part pas en vacances, jusqu'à Martine Lecorre, déléguée générale d'ATD Quart Monde, rappelant qu'il y a encore « des hommes, des femmes, des enfants qui n'ont que la rue pour exister », en passant par le président d'Emmaüs France, Thierry Khun, affirmant qu'on savait bien aujourd'hui que « l'emploi ne suffit plus pour se loger. »

Les interventions ont à la fois dénoncé la représentation insidieuse de la pauvreté comme assistanat, qui rend les pauvres responsables de leur situation, et souligné la nécessité de mesures qui ne se limitent pas à l'aide financière mais portent indissociablement sur l'emploi, le logement, l'accès à l'eau et à l'énergie, l'éducation, la santé, la justice climatique et qui au fond nécessitent de remettre en cause les logiques économiques néo libérales ; comme l'a dit Étienne Caniard, représentant la mutualité française : « Le social ne peut pas être dissocié de l'économie et ne peut pas lui être opposé. Pas de performance économique, sans performance sociale »

La question se pose à l'issue de cette séance : ira-t-on au delà des analyses et des discours ? Va-t-on enfin mettre en oeuvre des politiques ambitieuses telles que- le débat l'a rappelé- de nombreux avis du CESE les ont dessinées ? On peut avoir des craintes au vu de l'expérience passée et du débat politique aujourd'hui. Le CESE pour sa part a voté une résolution dont l'objectif affirmé est d'inscrire durablement l'enjeu de la grande pauvreté au coeur de ses travaux et qui s'engage pour que « les plus pauvres d'entre nous soient pris en compte à la fois comme personnes ayant besoin d'accompagnement mais aussi comme citoyens dont la participation à la vie démocratique est une richesse pour tous. »

Et l'intervention finale d'élèves du lycée Le Corbusier d'Aubervilliers ([voir vidéo ici](#)) proclamant « nous ne sommes pas venus témoigner de la pauvreté mais de la solidarité » laisse la place à l'espoir.

Mais y parvenir va nécessiter des luttes dans lesquelles nos revendications ont toute leur place et les forces syndicales doivent tenir tout leur rôle.

Par Gérard Aschieri

pour voir la séance cliquer [ici](#)

prendre connaissance du sondage IPSOS [ici](http://www.fsu-cese.fr/marie-aleth-grard/)<http://www.fsu-cese.fr/marie-aleth-grard/>

Marie Aleth Grard

Marie Aleth Grard est vice présidente d'ATD Quart Monde. Elle siège au CESE en tant que personnalité qualifiée. Rapporteuse il y a deux ans de l'avis « Une école de la réussite pour tous », elle a été partie prenante de la journée consacrée à l'anniversaire du rapport Wresinski.

1) Que signifie concrètement être membre du CESE pour toi qui es représentante d'un mouvement comme ATD Quart Monde ?

Pour ATD Quart Monde c'est très important. En effet notre combat est d'abord politique au sens premier du terme : il s'agit de changer la société. Et pour Joseph Wresinski sa nomination au CESE en 1979 a été une étape essentielle : pour lui faire changer la société passait par ce qui à l'époque était le CES et pour nous c'est toujours le cas avec le CESE parce que pour changer la société on doit impliquer la société civile.

Et nous avons l'exemple de toute une série de textes issus du CESE qui ont eu des conséquences en termes législatifs : le dernier est l'expérience « territoires zéro chômeur de longue durée » qui a fait l'objet d'un avis du CESE avant de devenir une loi. On peut citer aussi la loi de refondation de l'école de la République sur laquelle nous avons travaillé dans cette maison et sur la base de ce travail ATDQM a pu intervenir et faire du lobbying auprès des parlementaires, essentiellement au Sénat, pour faire évoluer positivement la loi.

2) Puisque tu parles d'éducation, tu as été rapporteure d'un avis qui a connu beaucoup de succès : depuis deux ans tu es sans cesse en déplacement pour le présenter. Comment analyses tu ce succès ?

C'est sans doute que ce travail a été fait en collaboration avec Jean Paul Delahaye, Inspecteur général, ancien DGESCO, chargé d'un rapport sur grande pauvreté et réussite scolaire. Il m'a ouvert beaucoup de portes à l'Éducation Nationale : j'ai participé à des réunions de recteurs et surtout j'ai pu rencontrer de nombreux enseignants dans leurs classes, des chefs d'établissements, des inspecteurs dans toute la France...Et cela a fait tâche d'huile : je me rends compte que deux ans après il y a toujours des gens qui découvrent ce travail et qui se disent « c'est intéressant, cela nous permet de nous poser des questions sur ce sujet ». Il s'agit à la fois du sujet de la réussite de tous et de celui de la grande pauvreté qui sont très liés et si Jean Paul Delahaye était plus sur la grande pauvreté et l'avis du CESE plus sur la réussite de tous, comme je connais bien la grande pauvreté je peux traiter des deux et faire le lien. Souvent les enseignants sont - à juste titre- mal à l'aise avec ce sujet de la grande pauvreté et cela leur fait une occasion de le mettre sur la table et d'en parler.

J'ai rencontré en deux ans environ 25000 personnes et ça continue : chaque semaine je fais une présentation ; pour des raisons d'emploi du temps je ne peux pas en faire plus mais je m'efforce de répondre à toutes les demandes, que ce soit d'un recteur ou d'équipes d'une petite ville. C'est ainsi que j'ai passé une journée à Chartres à l'invitation de la FSU départementale pour parler de ce travail avec les enseignants et faire un moment de formation ensemble sur la grande pauvreté. C'est passionnant parce qu'on a beaucoup de choses à s'apporter les uns les autres.

3) Le CESE a commémoré le 14 février dernier le trentième anniversaire de l'avis sur la grande pauvreté et la grande précarité économique et sociale : comment as tu vécu cette séance ?

Je n'ai pas participé à toute la préparation de cette journée mais lorsque nous y avons réfléchi au départ, l'option était de montrer l'impact de cet avis sur notre société mais aussi de se poser la question : qu'allons nous en faire demain ? Si je trouve très bien la façon dont on a mis en lumière l'impact sur la société, un impact toujours présent, j'ai un petit regret sur la réponse à la question. Mais là dessus on peut retenir les propos des lycéens d'Aubervilliers : si on les écoute attentivement ils sont vraiment très forts et très intéressants (voir ici). Les propos du recteur de Paris l'ont été aussi. Lorsque j'ai proposé de faire venir ces lycéens et un recteur on m'a dit qu'on ne comprenait pas bien le rapport avec l'avis. Je suis heureuse d'avoir insisté car ces propos étaient très justes en ce qu'ils montrent bien que c'est une politique globale de lutte contre la pauvreté qui conduira à l'éradiquer.

Par Gérard Aschieri

voir l'avis Une école de la réussite pour tous [ici](#)

Philippe CASTEL, chargé des relations avec la presse pour la FSU